

Inquiétude pour deux Français aux mains des talibans

ON DEMEURAIT hier sans aucune nouvelle des deux Français (un homme et une femme) travaillant pour l'ONG Terre d'enfance et de leurs trois accompagnateurs afghans (deux interprètes et un chauffeur) disparus depuis mardi sur la route entre Zaranj, capitale de la province de Nimroz, et Hérat, capitale de la province du même nom, dans l'ouest de l'Afghanistan. Selon toute vraisemblance, ils ont été enlevés par les talibans, comme l'annonçait dès mercredi un de leurs porte-parole, Youssouf Ahmadi, sans toutefois en donner la moindre preuve tangible ni avancer, du moins publiquement, des revendications crédibles. « Nous les avons capturés. Ils sont entre nos mains et notre direction va décider de leur sort », s'était-il contenté de déclarer. « Je crois qu'ils ont été enlevés par les talibans. Je ne vois aucune autre raison pour expliquer leur disparition », confirmait

hier le gouverneur de la province de Nimroz, frontalière de l'Iran, en dénonçant à la fois la surenchère des talibans, qui multiplient depuis ces dernières semaines attaques et enlèvements, et l'amateurisme de ces volontaires de l'humanitaire : « Ils n'ont pas informé les autorités de leur voyage et leur négligence est responsable de leur enlèvement. » « *Un dangereux précédent* » Quelque 200 policiers afghans tentent désormais de les localiser dans cette province jouxtant celle d'Helmand, épice de l'insurrection armée des talibans, alors qu'à Paris le Quai d'Orsay se disait hier « totalement mobilisé sur cette affaire », exigeant cependant « la plus grande discrétion ». A l'évidence, un groupe de talibans s'est emparé d'Occidentaux pour les échanger contre leurs propres prisonniers. Le 19 mars, ils avaient réussi à échanger un grand reporter italien, Daniele Mastrogioacomo,

qui s'était aventuré dans la province d'Helmand, contre cinq de leurs prisonniers. Echange aussitôt dénoncé, par les Etats-Unis et plusieurs membres du gouvernement afghan refusant de traiter avec les talibans, comme un « dangereux précédent ». Une vingtaine d'ONG françaises sont actuellement présentes en Afghanistan, mais « le drame, c'est que près d'un tiers du pays, et notamment le Sud, n'est plus vraiment accessible depuis cinq ou six ans aux ONG qui sont désormais assimilées à la communauté internationale », souligne Alain Boinet, directeur général de Solidarités, qui travaille en Afghanistan depuis l'invasion soviétique de 1979.